

# Intervention de la FNEC FP FO 81

(rassemblement du 5 mars 2025)



Chers collègues, chers parents, chers élus,

« nous annulons la suppression des 4000 postes d'enseignants ». Voilà ce qu'annonce Elisabeth Borne en arrivant au ministère de l'Éducation Nationale ! Mensonge ! Comme vous pouvez le constater dans vos écoles et établissements, la vérité est toute autre.

Ainsi, c'est bien un saccage sans précédent qui a été actée lundi 3 mars lors de la réunion de la Directrice Académique avec les 3 organisations syndicales. 22 fermetures de classes soit pratiquement le double de l'année dernière !

Pourtant la Directrice Académique peut faire d'autre choix qui permettrait d'annuler plusieurs fermetures de classes ou d'ouvrir des classes. En effet, elle fait le choix de consacrer un poste d'enseignant qui coordonnerait les Pôles d'Appui à la scolarité (les PAS dans notre jargon) alors que cette mesure est annonciatrice dans notre département de la dégradation de la prise en charge des élèves en situation de handicap mais aussi de la liquidation programmée des établissements spécialisés dans le Tarn. Pour vous donner une idée : le Ministère nous confirme que le coût annuel d'une scolarisation en milieu spécialisé est de 40000 euros alors qu'en milieu ordinaire elle est de 9000 euros. Jusqu'alors, la MDPH actait le handicap des élèves ET décidait du type de prise en charge par l'Éducation Nationale. Avec les PAS, la MDPH va reconnaître le handicap des élèves mais c'est l'Éducation Nationale qui va décider du type d'accompagnement ! La DASEN nous explique en réunion que ces PAS, c'est une obligation nationale : c'est faux ! Nous sommes le seul département de l'Académie à ouvrir ce type de poste ! La DASEN est donc responsable de cette décision.

La DASEN fait aussi le choix d'ouvrir des postes « hors la classe » en prenant sur les 9 postes de remplaçants qu'elle avait à la base décider d'ouvrir mais refuse de ponctionner sur cette dotation pour annuler les fermetures ou ouvrir... 9 postes de remplaçants qui sont donc devenus 6 postes de remplaçants... Si nous saluons la volonté de la DASEN de répondre à la problématique du remplacement pour autant sa proposition n'est qu'une mascarade qui ne répondra pas à ce problème.

La DASEN peut donc décider de revenir sur des fermetures par ses choix mais aussi en demandant une dotation supplémentaire ! La DASEN peut revoir sa copie ! Mais pour cela il faut lui montrer notre détermination.

La détermination qui a émergé des parents d'élèves souvent avec les élus et les enseignants à l'annonce de la suppression de classe de leur école ! Celle des parents de Couffouleux qui en

organisant un rassemblement devant l'école puis en occupant l'école lundi a motivé d'autres parents comme ceux de Verdalle qui, en pleine vacances scolaires, ont organisé un rassemblement puis une manifestation ; comme ceux des parents de Marie Curie Labruguière qui en à peine 2 jours ont réussi à rassembler les parents devant l'école ; comme ceux des parents de Rivières qui se sont réunis hier devant leur école et ont su médiatiser leur action; comme ceux des parents de l'école de La Pause à Castres qui ont mis en ligne une pétition et ont sollicité l'inspectrice de Castres ; comme ceux de l'école de Fieu à Albi qui ont décidé d'écrire à la DASEN ; comme ceux de l'école Nougaro à Albi qui ont sollicité les élus pour les aider à défendre leur situation ou encore comme ceux de Payrin-Augmontel qui se sont rassemblés avec les élus et qui ont gagné l'annulation de la suppression de leur classe ! Et entrent aujourd'hui dans la mobilisation les parents de l'école de St Paul Cap de Joux dont la DASEN a décidé de fermer une classe lundi !

Le lycée Bellevue d'Albi est représenté à ce rassemblement et pour cause : pour le collège, il est prévu la suppression d'une classe de cinquième et d'une classe de troisième. Si ces décisions étaient appliquées cela signifierait, en particulier pour les classes de cinquième, des conditions d'étude difficile pour les enfants et une dégradation des conditions de travail des collègues avec des classes atteignant 30 élèves. En ce qui concerne le lycée les moyens alloués à l'établissement ne permettraient pas de maintenir les enseignements de spécialité qui sont proposés aujourd'hui comme la spécialité « espagnol » qui disparaîtrait en première à la rentrée 2025 et l'enseignement de spécialité « anglais » menacé à terme. La disparition de ces enseignements serait justifiée par la nécessité, tout à fait légitime, de limiter les effectifs dans les autres groupes de spécialité qui atteignent jusqu'à 35 élèves. Au final, pour préserver des conditions d'enseignement à peu près acceptables, ce serait l'offre de formation proposée aux élèves qui serait appauvrie, ce qui menacerait aussi des postes d'enseignant de l'établissement.

De mémoire de syndicalistes tarnais, et comme nous l'ont indiqué les enseignants, nous n'avons jamais vu une réaction aussi rapide et aussi déterminée.

Il faut dire que les économies que veut faire le gouvernement sont elles aussi sans précédent : le budget acté par le premier Ministre Bayrou est pire que celui du premier ministre Barnier ! 50 milliards de coupe à faire sur le dos des salariés, des fonctionnaires, des retraités, des hôpitaux et des écoles ! Et les annonces gouvernementales c'est qu'ils vont continuer et augmenter le budget militaire au détriment de tous les autres budgets. Nous avons obtenu un recul grâce aux mobilisations sur la question des 4000 suppressions de postes mais l'année prochaine, dans cette situation, nous n'avons aucune garantie que ce scénario avorté ne soit pas remis sur la table.

Et cela, les parents des écoles du Tarn l'ont compris ! Une fermeture c'est facile, une ouverture c'est plus compliqué surtout dans ce cadre politique : l'an prochain, même si les effectifs augmentent, une ouverture n'est aucunement garantie ! Chaque demande d'ouverture, chaque demande d'annulation des parents en audience est justifiée, est légitime et la DASEN doit les entendre !

Et les parents du Tarn ne sont pas les seuls à défendre leur école : partout ailleurs, les parents avec les élus et les enseignants se sont emparés de la carte scolaire comme jamais. Dans

l'Yonne, en Gironde, en Haute-Loire, dans l'Indre et Loire, dans la Haute Garonne, à Paris, dans le Rhône, dans le Pas de Calais... les parents se mobilisent devant les Rectorats, devant les DSDEN, devant les écoles !

Il ne faut pas lâcher !

Vendredi soir, une autre réunion avec les représentants des parents d'élèves, les organisations syndicales, des élus sous la présidence du Préfet et de la Directrice Académique va discuter de la carte scolaire. Nous vous invitons à venir nombreux devant la Préfecture vendredi à 17h30 pour continuer à revendiquer l'annulation des fermetures !

Et, si au soir du CDEN, la carte scolaire était maintenue, pour autant nous ne considérons pas que c'est fini ! Les collèges et les lycées vont enchaîner et vont subir le même sort : nous pouvons allier les forces des parents et des personnels du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>ème</sup> degré contre cette casse de l'Ecole Publique !

C'est le sens de l'appel du comité des écoles et des établissements de l'Yonne qui disent à tous ceux qui sont mobilisés : « (...) *La mobilisation menée cette année dans l'Yonne a été historique : blocages, écoles et collèges « morts », pétitions, rassemblements, grèves... ont émaillé depuis plus de trois semaines toute la période des opérations de carte scolaire, impliquant une visibilité quotidienne et un mouvement d'ampleur. Plus d'une quarantaine d'écoles et d'établissements (avec parents, enseignants, élus, agents...) ont ainsi fait entendre leur mécontentement, leur rejet de la logique purement comptable de restriction budgétaire à laquelle ils ont opposé la réalité du terrain. (...) Ces actions ont permis de mettre la question de l'Éducation au centre de l'actualité de notre département et d'obtenir des avancées pour nombre d'écoles. Cela a largement bousculé le calendrier, le train-train et la machine bien huilée des opérations, et fracturé parmi les partisans et soutiens du projet de carte scolaire de la Direction Académique. Nous nous en félicitons. Mais 24 écoles sont encore sous le coup d'une fermeture de classe et nombre de collèges d'une baisse de dotation inacceptable pour la rentrée prochaine. (...) il est donc question de tourner nos actions vers le ministère, là où se trouvent les postes !*

***Nous avons donc décidé de nous rendre au ministère de l'Education Nationale le samedi 15 mars et appelons tous ceux qui s'opposent au saccage de l'Éducation à nous y rejoindre. (...)***

Nous saluons la mobilisation tarnaise exceptionnelle des parents avec la FCPE, des personnels enseignants, des élus et de leur présence à nos côtés aujourd'hui : vos efforts, votre soutien et votre détermination peuvent faire pencher la balance du bon côté !

Chers parents, chers élus, chers collègues, nous n'avons pas le choix. Nous ne devons rien lâcher ! Continuons et amplifions les actions ! Discutons de l'appel de l'Yonne dans les écoles et les établissements !

Annulation des suppressions de classes ! Ouverture des classes nécessaires ! Ouverture d'un poste de maître E sur la circonscription de Gaillac !